

## Chronique

### En Angleterre

La presse associée nous a entretenus toute la semaine dernière du changement qui allait s'opérer dans l'équilibre européen. Le roi d'Angleterre, qui ne peut voyager pour son simple plaisir, serait en train de disloquer la triple alliance de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Italie, en préparant au Montenegro un coup d'Etat qui mettrait aux prises l'Autriche et l'Italie.

L'Allemagne interviendrait dans le conflit, mais ici encore la Grande Bretagne opposerait son veto aux volontés de l'irrépressible Guillaume et déclarerait le protectorat anglo-italien sur les Balkans.

Il n'y a probablement rien de fondé dans ces rumeurs, mais elles démontrent l'état de malaise qui règne en Europe et les efforts qui seront vraisemblablement tentés, de toutes parts, pour isoler l'Allemagne. Les puissances armées n'éprouveront aucun repos, n'entreprendront aucune sécurité aussi longtemps qu'un homme variable, épris d'arbitraire et de caprice comme le Kaiser, se conduira en maître des nations alliées ou neutres qu'il tient sous sa main, et croira pouvoir, à sa guise, menacer de la guerre les souverains ou les peuples qui n'ont pas le don de lui plaire. Le roi Edouard VII est un habile diplomate, ami de la paix sans doute, et c'est bien à ce titre qu'il appuie la France et fait comprendre à son quinteux neveu que l'Autriche et l'Italie ne sont pas entièrement sous son pouce et pourraient fort bien, adossées à la Russie et à la France, se moquer des exigences de leur léonin partenaire.

\* \* \*

Notre ancien gouverneur général, lord Aberdeen, vient d'être nommé Lord Lieutenant d'Irlande, et il a fait son entrée à Dublin avec une pompe et une solennité inouïes. Le comte et la comtesse Aberdeen représentent, non seulement par leur naissance mais encore par la culture de l'esprit et les générosités du cœur, l'une des plus belles familles de la noblesse anglaise. En Irlande comme au Canada et au Canada comme en Irlande, où ils vont pour la seconde fois au même titre et à la tête du gouvernement intérieur de ce pays, ils n'ont laissé que des souvenirs exquis de leur présence. C'est dire que la population s'est portée avec enthousiasme à leur rencontre et que grands comme petits, soldats comme paysans sont allés saluer ceux qu'ils tiennent pour les chefs d'une grande famille plutôt que pour les chefs de l'exécutif irlandais.

\* \* \*

Tout Londres a été mis en émoi à la nouvelle que la Compagnie de la mine d'or Mysore déclarait un dividende de 145 pour cent. C'est la plus riche exploitation aurifère du monde.

Depuis les dix dernières années, les dividendes ont varié entre cent et cent cinquante pour cent par année. On rapporte un trait vraiment curieux de l'histoire de cette mine qui a failli être abandonnée sans retour n'eût été la détermination de l'un de ses fondateurs.

Il y a à peu près 24 ans, la compagnie périclitait, et il était très sérieusement question d'en liquider l'actif. On tint une réunion du bureau et on proposa de fait la liquidation. Sir Charles Tenant était le président et il combattait vivement cette idée. "Je ne suis pas venu de Glasgow à Londres, dit-il, pour liquider la compagnie, et je crois que nous devrions creuser quelque peu plus avant." Deux des directeurs le soutinrent, les autres laissèrent la salle des délibérations. Mais les trois obstinés firent à leur tête, dépensèrent à creuser un peu plus avant les derniers louis de la compagnie, et arrivèrent à tirer les millions que l'on sait, — \$41,540.70 — de filons qu'on avait été si près d'abandonner !

\* \* \*

### En France

Le désastre de Courrières devait avoir une répercussion sur les esprits des classes ouvrières, déjà si inquiets, si troublés par la propagande socialiste ; résultat, 40,000 hommes sont en grève dans la région du Pas-de-Calais.

A une conférence entre les propriétaires de mines et les représentants des mineurs de ce district, les premiers ont déclaré impossible d'augmenter les salaires des ouvriers, mais ils feront une avance de 10 pour cent aux travailleurs souterrains et de 5 pour cent aux travailleurs du dehors. Cette pro-

position qui semble aussi libérale que les circonstances le permettent sera probablement acceptée et empêchera l'aggravement du sort des malheureux mineurs auxquels le monde entier porte un si sympathique intérêt.

\* \* \*

A la date du 16 un sentiment de pessimisme planait au-dessus de la conférence d'Algésiras; le 18, les délégués tournaient à l'optimisme, et hier, et



LE COMTE ABERDEEN, G. C. M. G., Lord-Lieutenant d'Irlande

aujourd'hui, on ne sait ce qu'il retournera de cette mise en scène qui tient le monde dans l'attente des plus graves dénouements.

Au dernier avis les délégués des pouvoirs neutres délibèrent séparément tantôt avec ceux de France tantôt avec ceux de l'Allemagne et on n'attend aucun changement définitif avant que Paris et Berlin aient fait tenir de leurs nouvelles.

Une réunion spéciale du cabinet Sarrien a eu lieu le 17 et naturellement le nouveau ministre des affaires étrangères, M. Bourgeois, qui passe pour le second sphinx de la politique française, M. Sarrien le chef du cabinet en étant le premier, M. Léon Bourgeois, a dû prendre, enfin, le crachoir et le garder jusqu'à épuisement du sujet. Il a pu éprouver que critiquer un peu, beaucoup tout le monde, se réserver et se taire savamment sont choses plus faciles que s'expliquer clairement et adopter une politique qu'on sait d'avance irréalisable parce que le pays n'est pas là, unanime pour la soutenir contre l'ennemi commun. Quand on a, des années durant, semé les vents, on ne peut être surpris d'avoir à récolter la tempête. Toutes les habiletés du monde échoueront à sauver un pays profondément divisé.



LA COMTESSE ABERDEEN

Pour en revenir à M. Bourgeois, parlant au Conseil des ministres français, il aurait mis au point la situation faite à la France et à l'Allemagne et il aurait déclaré que le "ministre des affaires étrangères" ne prendra pas part au débat sur le budget

"des affaires étrangères"! M. Bourgeois ministre continue à se dérober aux responsabilités, à poser au silence tout comme faisait M. Bourgeois député et chef de toutes sortes d'oppositions. Reste à savoir si cette attitude sera du goût des intransigeants de gauche et de droite extrêmes. La situation de M. Bourgeois est d'autant plus délicate et tendue que les principaux journaux de son propre parti se refusent à toute concession et à tout compromis qui ressemblerait à une reculade devant les exigences de l'Allemagne. Les républicains avancés de France — nuance Bourgeois-Sarrien — ont été bien trop loin dans ce sens pour revenir sur leurs pas et tâcher de liquider la situation par une politique transactionnelle qu'ils ont interdite à Rouvier, le précédent ministre des affaires étrangères.

\* \* \*

L'avènement de M. Georges Clémenceau au ministère de l'intérieur mérite d'être signalé. M. Clémenceau est un autre faiseur et défaiseur de cabinets français — ils sont trois ensemble de ces "hommes forts" qu'on réserve et qui se réservent pour les grandes circonstances, mais qui n'ont pas duré et ne dureront pas longtemps — qui a juré ses grands dieux de mettre à exécution sans faiblesse, savoir même avec plus de rigueur qu'avant, si la chose est possible, la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat.

C'est bien là aussi ce que s'étaient dit les prédécesseurs des sieurs Sarrien, Bourgeois et Clémenceau. Aux dernières nouvelles MM. Rouvier, Bienvenu-Martin et autres, restaient bien convaincus d'avoir pris un engagement téméraire. Le gouvernement français a déjà reculé devant les protestations d'évêque désarmés; qui nous dit que l'histoire ne se répétera pas malgré les défis de l'archisec-taire Clémenceau.

\* \* \*

### En Russie

Il s'est tenu le 18 à Saint-Petersbourg une assemblée de 6,000 personnes pour encourager l'attitude de la Ligue de l'Education inaugurée dans un but de propagande par les démocrates constitutionnels. Il s'agit de répandre parmi le peuple l'instruction politique nécessaire à la jouissance des libertés parlementaires. Des orateurs éminents ont pris la parole et on n'eût à signaler aucun désordre jusqu'à ce que M. Norikoff soit venu dénoncer dans un discours froid et calculé la peine de mort dont il demanda l'abolition. La police intervint là-dessus et dispersa l'assemblée.

Ce sont là des scènes fréquentes en Russie et elles ne disparaîtront qu'avec l'exercice régulier des pouvoirs populaires qui seront prochainement confiés à l'Assemblée nationale.

\* \* \*

Le premier ministre de Witte et les libéraux qui le secondent ont obtenu du ministre de l'intérieur qu'il prépare et promulgue toutes les instructions nécessaires pour empêcher la persécution et le massacre des juifs russes.

Le Tsar aurait été saisi d'horreur en entendant les récits fantastiques que des députations d'Israélites lui auraient faits sur la situation de leurs compatriotes; il aurait fait mander M. de Witte auprès de lui et lui aurait enjoint de mettre tout en oeuvre pour protéger les victimes des haines populaires. M. de Witte se serait plaint de l'opposition des réactionnaires à ses projets d'apaisement et aurait offert à son empereur sa démission de président du conseil. Mais Nicolas II, loin de se rendre à une telle demande, aurait exigé de son ministre qu'il prépare une législation qui reconnaisse aux Juifs l'égalité devant les lois de l'Empire et même le droit à la représentation dans l'Assemblée nationale.

Va-t-on de ce fait et des bonnes dispositions manifestes de l'empereur et de son premier ministre, conclure au règlement définitif de la très grosse question juive en Russie? On peut en douter, surtout si l'on tient compte du sentiment général qui anime la population contre les fils d'Israël. On va même jusqu'à soutenir que le projet de loi dont nous parlons ci-dessus ne pourrait être présenté à l'Assemblée sans danger de soulèvement au sein de cette nouvelle chambre et parmi les classes les plus importantes de l'empire russe.

\* \* \*

On annonce maintenant la démission de M. de Witte qui se sentant trop vivement combattu sur le terrain des réformes agraires qu'il veut introduire, allègue des raisons de mauvaise santé et se refuse absolument à diriger davantage le cabinet dont il a été le premier président. Cette nouvelle a besoin de confirmation et sera sans doute démentie lorsque nos lecteurs recevront le présent numéro de l'Album.